

La bataille pour le gaz turkmène ne fait que commencer

mardi 2 octobre 2007, par [Hélène ROUSSELOT](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Hélène ROUSSELOT](#), **La bataille pour le gaz turkmène ne fait que commencer**,

Diploweb.com : la revue géopolitique, 2 octobre 2007.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Il est temps pour l'Europe, et la France en particulier, de suivre de près l'évolution de ce pays qui après avoir longtemps joué la carte de l'isolationnisme, se prépare à s'ouvrir, comme il vient de le montrer au mois de mai 2007 en se tournant vers la Russie et le Kazakhstan avec l'approbation de la construction d'un second gazoduc le long de la mer Caspienne et une série d'accords dans le domaine des transports avec Astana.

AU PRINTEMPS 2006, Nicolas Sarkis, Directeur de la revue *Le pétrole et le gaz arabes*, écrivait : « Considéré, jusqu'aux années 1970, comme un parent pauvre du pétrole, le gaz naturel a rapidement acquis ses lettres de noblesse et figure désormais parmi les sources d'énergie les plus appréciées »[i]. « Cette forte avancée du gaz sur la scène énergétique » correspond en effet à des besoins mondiaux qui sont passés de 895 millions de tonnes équivalents pétrole (tep) en 1971 à 2 420 millions en 2004. Et parmi les fournisseurs qui ne sont pas nombreux, le Turkménistan est appelé à devenir un des pays exportateurs majeurs et comptant pour les approvisionnements de l'Europe.

Les deux crises du gaz entre la Russie et l'Ukraine en décembre 2005 , puis fin 2006 entre la Russie et la Biélorussie ont rappelé aux Européens l'importance de cette source d'énergie, d'un point de vue stratégique et géopolitique, ainsi que la complexité des questions liées à son approvisionnement. Par ailleurs, le décès, le 21 décembre 2006, du président, Saparmourat Niazov, ancien premier secrétaire du Parti communiste du Turkménistan depuis 1985, élu président en octobre 1990 et « indéboulonné » pendant 15 ans de règne, a projeté ce pays sur le devant de la scène mondiale.

Mais l'empressement de nombreux chefs d'Etat, ministres et ambassadeurs auprès de Gourbangouly Berdymoukhammedov, successeur de S. Niazov, ne doit pas faire oublier que le gaz turkmène aiguisait déjà bien des appétits depuis le début du XXI ème siècle. Dès septembre 2006, des médias russophones prédisaient, une intensification de la ruée vers le gaz turkmène pour les années 2007-2008.

Les réserves de gaz turkmène : une partie de bluff ?

Indépendante depuis le 27 octobre 1991, cette ancienne république soviétique d'Asie centrale enclavée est entourée par l'Ouzbékistan au Nord-Est, l'Afghanistan au Sud-Est, l'Iran au Sud et la mer Caspienne à l'Ouest. Sur une superficie totale de 488 100 km² (à titre de comparaison, rappelons que celle de la France est de 550 000 km²), seuls 10 000 km² sont peuplés par moins de 6 millions d'habitants, le reste étant un vaste désert, appelé Kara Koum (désert du sable noir), bordé par le fleuve Amou-Daria au Nord-Est. Le sous-sol de ce territoire renferme des réserves d'hydrocarbures, et surtout de gaz, considérables, essentiellement dans le Sud-Est du pays, dans la partie située entre la frontière avec l'Ouzbékistan et l'Amou-Daria ainsi qu'en mer Caspienne.

Les informations concernant les réserves gazières du Turkménistan ont été des secrets d'Etat auxquels n'avait accès qu'un cercle restreint de personnes autour du président S. Niazov. Ce dernier établissait lui-même les seules statistiques existantes. Cette tradition du secret est, du reste, antérieure à l'indépendance du pays puisque les résultats des travaux de prospection

géologique le long de la frontière avec l'Afghanistan menés depuis le début des années 1970 par le ministère de la géologie de l'URSS n'ont jamais été connus. Ce silence des autorités de l'époque s'explique en partie par d'autres considérations géopolitiques, liées à l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan, en 1979.

Cette tradition déjà ancienne explique pourquoi aujourd'hui les chiffres des réserves des plus grands champs identifiés et répertoriés^[ii] varient selon les sources d'information ou bien sont inexistantes. Les différents chiffres avancés pour les réserves de Dovletabad illustrent bien l'ampleur des variations ; découvertes en 1974, près de la ville de Saraks, elles sont estimées par Achkhabad à 4,5 milliards de m³, les autres chiffres avancés sont 700 milliards de m³, d'autres encore ou entre 1 et 1,7 mille milliards de m³ ; le gisement de Chatlyk, découvert en 1963 dans le bassin de l'Amou Daria, recèlerait 1 milliard de m³. Le champ de Iachlar (dans l'oblast de Mary) est connu depuis 1992, ses réserves sont estimées à 550-750 milliards de m³. Dans la région de Lebap, le champ de Sag Kenar contiendrait 1,7 mille milliards de m³, selon le gouvernement turkmène ne sont confirmées par aucune autre source. Par ailleurs, comme le fait remarquer l'ancien vice Premier ministre turkmène, Khoudaïberdy Orazov, les champs sont largement exploités et les chiffres de leurs réserves ne sont donc plus valables^[iii] aujourd'hui.

En revanche, deux nouvelles annonces sensationnelles sont publiées, en novembre 2006 et mars 2007. Elles concernent d'une part les réserves du champ de Iolotan (dans le sud-est du pays), estimées à 7 mille milliards de mètres cubes de gaz et d'autre part, la découverte du site d'Osman, proche du premier et présentée comme le plus important au Turkménistan^[iv] mais à propos duquel aucun chiffre n'a été encore avancé. Selon un membre haut placé du secteur des hydrocarbures turkmène^[v], ces annonces sont à interpréter comme la volonté d'Achkhabad de « jeter de la poudre aux yeux » et de dissiper ainsi les doutes quant aux capacités réelles d'honorer ses contrats d'exportation.

Parmi les évaluations disponibles actuellement, celles des autorités turkmènes annoncent un total de 21 mille milliards de m³ de gaz ; BP Statistical Review of World Energy donnait, fin 2005, des réserves prouvées de 2,9 mille milliards de m³, tandis que David A. Merkel, membre du National Security Council de la Maison blanche estime qu'elles sont sous-évaluées et seraient plus proches de dix mille milliards de mètres cubes que deux ou trois^[vi]. De plus, ces estimations dépendent aussi de la réponse qui sera donnée au différend entre le Turkménistan et l'Azerbaïdjan au sujet du champ d'hydrocarbures de Kyapaz (appellation iranienne) ou Serdar (appellation turkmène). Les deux pays ont en effet des revendications territoriales sur ce champ situé au centre de la mer Caspienne depuis 1997. Selon la compagnie américaine Western Geco, les réserves de gaz dont disposerait le Turkménistan en mer Caspienne seraient de 5,5 mille milliards de mètres cubes^[vii].

Les enjeux d'une mer sans frontière

Ce différend entre le Turkménistan et l'Azerbaïdjan tient notamment à l'absence de statut clairement défini pour la mer Caspienne. De ce statut dépend la délimitation des eaux territoriales des cinq Etats riverains que sont la Russie le Kazakhstan, le Turkménistan, l'Iran et l'Azerbaïdjan. Les enjeux sont loin d'être négligeables en raison des quantités importantes de pétrole et de gaz enfouies sous cette mer. D'autre part, la question de la réglementation à adopter pour le passage de tubes au fond de la mer découlera également de ce statut. Si la

Russie s'accorde, depuis mai 2003, avec l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan sur un partage de la Caspienne selon une ligne médiane, elle reconnaît cependant que l'accord des cinq est indispensable pour le passage des tubes sous-marins. L'Azerbaïdjan, le Kazakhstan et le Turkménistan estiment, eux, que l'accord du seul pays traversé par les tubes est nécessaire[viii]. Au mois d'avril 2007, le président G. Berdymoukhammedov, après avoir décrété la création d'une Commission interministérielle pour la mer Caspienne avait fait part, lors d'une visite à Moscou, de sa volonté d'examiner la question du statut de la mer Caspienne, déterminante pour l'évolution du secteur gazier du Turkménistan et de ses exportations. Mais l'aboutissement des discussions entre les cinq Etats est peu probable à court terme...

Le deuxième plus gros producteur de gaz de la CEI souffre de la faiblesse de l'investissement direct étranger

Le Turkménistan est, avec l'Ouzbékistan, le plus gros producteur de gaz d'Asie centrale et le second de la CEI. La production du Turkménistan, inférieure à celle de l'Ouzbékistan jusqu'en 2003, l'a dépassé largement depuis.

Production de gaz naturel turkmène et ouzbek

En milliards de m3	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007 (prévisions)
Turkménistan	47,2	51,3	53,5	59,1	58,3	63,0	66,7	80
Ouzbékistan	56,4	57,4	57,4	57,5	59,9	58,9	-	-

Sources : Comité interétatique des statistiques de la CEI, Turkmenistan.ru

C'est le bassin de l'Amou Daria avec surtout le gisement de Dovletabad qui produit l'essentiel du gaz turkmène depuis les années 1980. Pour exploiter les autres gisements, augmenter les capacités d'exportation et réaliser le « Programme de développement de l'industrie des hydrocarbures du Turkménistan à l'horizon 2030 » prévoyant une augmentation des travaux d'exploration de 70%, le Turkménistan doit attirer les leaders mondiaux du secteur et leurs investissements qui manquent depuis l'indépendance du pays. En effet, aucune société étrangère n'a investi massivement sous le « règne » de S. Niazov. Outre la création de l'Agence pour la gestion et l'utilisation des hydrocarbures, par décret présidentiel du 10 mars 2007, le nouveau responsable turkmène semble, entre autres réformes, vouloir entamer une refonte de la politique économique de son pays et notamment dans le secteur des hydrocarbures. L'idée phare de cette refonte consiste à exporter non plus seulement des matières premières mais plutôt des produits finis, à telle enseigne qu'est prévue la construction de deux usines de liquéfaction de gaz dans la région de Lebap.

Si les informations disponibles sur les réserves de gaz turkmène sont parcellaires et sujettes à controverses, celles sur les exportations ne le sont pas moins. Cette imprécision est d'autant plus grande que tous les contrats signés avec le gouvernement turkmène avant 2005 stipulaient qu'une partie des livraisons de gaz étaient réglées sous forme de troc. Ce type de données ne facilite pas le calcul et le recoupement des chiffres des exportations. Par ailleurs, comme le soulignait Alexandre Huet[ix], en 2002, « les engagements contractuels auxquels Achkhabad doit se conformer suite à la signature de toute une série d'accords bilatéraux sont

irréalistes ». Ainsi, ce ne sont pas les volumes annoncés lors de la signature de contrats qui devraient être pris en compte mais plutôt les livraisons effectives dont les chiffres sont difficiles à trouver. Ainsi, à titre d'exemple, figurent dans le tableau ci-dessous les exportations en milliards de m³, fournis par la chercheuse américaine M. B. Olcott pour la période 2000 à 2005 et ceux du ministère des hydrocarbures et des ressources minérales du Turkménistan.

Exportations de gaz turkmène

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007 (prévisions)
En milliards de m ³	35,7 / 33,7	38,6 / 37,3	39,3 / 39,4	43,4 / 53,0	42,2 / 42	45,2 / 48,5	-	58
En % de la production de gaz	66	72,5	73,4	73,4	72,3	71,7	-	-
Total ex-URSS (en milliards de m ³)	-	32,8	35,3	40,0	37,0	39,7	40,5	-
Iran (en milliards de m ³)	-	4,5	4,0	3,0	5,0	5,5	5,7	-

Sources : M.B. Olcott, *International gas trade in central Asia : Turkmenistan, Iran, Russia and Afghanistan*, mai 2004, *geopolitics of gaz working paper series*, James Baker III Institute for public policy energy forum, *RBK daily*, 27 mars 2007, *Radvanyi*, 2003, *Le Courrier des Pays de l'Est* n° 1059, ministère des hydrocarbures et des ressources minérales du Turkménistan

L'année 2006 est décisive pour le Turkménistan, l'Ukraine et la Russie et leur commerce gazier. Les contrats qu'elles concluent entre elles cette année-là font de la Russie le premier client du Turkménistan, alors qu'en 2005, elle ne venait qu'au 3ème rang, avec 8% des exportations de gaz turkmène, après l'Ukraine (75%) et l'Iran (11%).

L'Ukraine, principal acheteur de gaz turkmène jusqu'en 2006

S. Niazov avait conclu, le 4 janvier 2006, un accord avec Naftogaz Ukrainy (société nationale ukrainienne du pétrole et du gaz, créée en 1998) et le ministre ukrainien de l'Economie pour la livraison en 2006 de 40 milliards de gaz au prix de 44 dollars les 1 000 m³ au cours du premier semestre et de 60 dollars au cours du second. Ce contrat n'a pas été honoré parce que le Turkménistan devait en livrer autant à Gazprom ; sa production étant insuffisante, Achkhabad pour justifier son incapacité à livrer l'Ukraine, aurait prétexté le refus de Gazprom de délivrer une licence pour le transit du gaz.

Les livraisons directes de gaz turkmène à l'Ukraine ont donc été interrompues en janvier 2006. Depuis cette date, elles s'effectuent via RosUkrEnergo qui livre à son tour la société UkgazEnergo. RosUkrEnergo, société enregistrée en Suisse (et détenue à parts égales par Gazprom via une holding autrichienne et par une autre société autrichienne CentraGas Holding AG, elle-même filiale de la banque Raiffeisen Investment), est le fournisseur exclusif de gaz à l'Ukraine, en vertu des accords signés entre la Russie et l'Ukraine en janvier 2006. Le gaz passe par les tubes appartenant à Gazprom puisque conformément à des accords intergouvernementaux, Gazprom assure le transit du gaz turkmène destiné à l'Ukraine (il est

aussi l'opérateur du transit de ce même gaz à travers l'Ouzbékistan et le Kazakhstan).

La bataille qui a opposé fin décembre 2005-début janvier 2006, l'Ukraine et la Russie, avait pour objets le prix du gaz vendu par la seconde à la première et le prix du transit du gaz à travers l'Ukraine qui a été alors cessé d'être payé par troc. L'un des arguments avancés, de bonne foi ou pas, par l'Ukraine consistait à dire qu'elle recevait du gaz turkmène et non pas russe, à un prix trop élevé[x]. Il semble assez difficile de savoir si le gaz turkmène acheté par Gazprom alimente uniquement l'Ukraine ou bien s'il va jusqu'en Europe. Certaines sources d'informations soulignent qu'il n'alimenterait pas la Russie et serait destiné exclusivement à « son étranger proche ». Ainsi, début 2006, le site Regnum affirme que le gaz turkmène acheté par Gazprom ne transite pas davantage par l'Ukraine et est destiné, comme tout le gaz d'Asie centrale, aux régions de la Basse Volga, sur Nord Caucase, du sud de l'Oural, du sud de la Sibérie et il serait aussi exporté vers l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Moldavie. En janvier 2007, la même source, toujours, rapporte les propos de M. Viktor Tchernomyrdine, Ambassadeur de Russie en Ukraine, selon lequel la majeure partie du gaz turkmène est achetée par la Russie qui le livre et le vend à l'Ukraine. Cette situation pourrait donc avoir évolué en vertu de l'accord conclu, en septembre 2006, pour 3 ans entre Gazprom et le Turkménistan et qui donne au géant gazier russe le contrôle des exportations de gaz turkmène en Europe[xi]. L'évolution semble confirmée par la signature en octobre 2006 d'un accord entre RosUkrEnergo et UkrGazEnergo selon lequel ce dernier vend 55 milliards de m³ de gaz turkmène à l'Ukraine au prix de 130 dollars les 1 000 m³, la plupart du gaz turkmène alimentant donc bien l'Ukraine.

L'avancée de Gazprom au Turkménistan

Jusqu'en 1996, l'achat de gaz turkmène par Gazprom s'effectuait sur la base d'accords intergouvernementaux à court terme et la Russie tentait, sans succès, d'obtenir la signature d'un contrat sur le long terme ainsi que la création d'une société mixte pour le transport de « l'or bleu ». En 1997, un différend opposa Achkhabad à la société Itera[xii] qui contrôlait les exportations de gaz turkmène vers l'Ukraine. Il aboutit à l'interruption des exportations à la Russie qui ne reprendront qu'en 1999. Selon l'Américaine T. Sabonis-Helf[xiii], Achkhabad et Gazprom s'affrontaient sur le montant des droits pour l'utilisation du gazoduc russe ou sur le non paiement de livraisons. Avec son arrivée à la tête de la Russie, Vladimir Poutine manifesta un intérêt croissant pour le Turkménistan. Il chargea le nouveau patron de Gazprom, Aleksei Miller, de reprendre le contrôle d'actifs de la société dont certains se trouvaient sous la coupe d'Itera. Il s'agissait surtout d'obtenir ce que B. Eltsine n'avait pu faire, à savoir assurer les approvisionnements de la Russie sur le long terme.

C'est donc après plusieurs années de négociations que Turkmenneftgaz (structure créée en 1996 pour succéder au ministère du pétrole et du gaz puis supprimée par S. Niazov en 2006 afin de faire passer tout le secteur énergétique directement sous sa coupe) signe en avril 2003 avec Gazeksport (filiale à 100% de Gazprom) l'accord stratégique sur 25 ans qui prévoit, entre autres, la livraison de 5 milliards de m³ dès 2004, 6-7 en 2005, puis 10 milliards de m³ en 2006 et 60 milliards de mètres cubes de gaz en 2007 et de 80 (voire 90) à partir de 2009, à un prix re-négociable. Ce tarif passera de 44 à 100 dollars les 1 000 m³ au 1er janvier 2007. Du reste, le Turkménistan n'est pas le seul objet des convoitises de Gazprom, puisque celui-ci signe également en 2002 et 2003 des accords avec le Kazakhstan, le Kirghizstan et

l'Ouzbékistan.

Pour honorer ce contrat avec la Russie, Achkhabad doit être en mesure d'assurer physiquement le transport de tels volumes de gaz, c'est pourquoi un ensemble de dispositions est mis en place concernant le réseau des tubes. Le 18 août 2004, un accord est conclu entre Gazprom, le principal producteur turkmène de gaz, Turkmengaz, et Turkmenftegaz pour une coopération technique destinée à développer et à rénover le réseau de tubes dénommé « Asie moyenne - Centre ». Principale voie d'exportation actuelle du gaz turkmène (hormis celle vers l'Iran) construite par étapes entre 1960 et 1974, d'une longueur totale de 2 750 km et d'une capacité de 45 ou 54 milliards de m³ par an, ce réseau achemine aussi le gaz ouzbek et kazakhe vers la Russie. Un tronçon a atteint Tachkent en Ouzbékistan à la fin des années 1960, puis Bichkek (la capitale de la république du Kirghizstan qui s'appelait alors Frounzé) en 1970 et Almaty au Kazakhstan en 1971 d'où plusieurs embranchements envoient encore aujourd'hui le gaz vers la Russie.

Ce réseau est également relié au gazoduc Péricaspien, construit, lui aussi, à l'époque soviétique et qui longe la mer Caspienne sur 360 km en territoire turkmène. La jonction se fait dans la région de Beïneou, au Kazakhstan. Il est doté d'une capacité de 10 milliards de mètres cubes. Lors de sa tournée en Asie centrale, au mois de novembre 2006, le ministre des Affaires Etrangères allemand, Frank-Walter Steinmeier, s'était vu présenter par S. Niazov le projet d'un gazoduc « bis » longeant lui aussi la mer Caspienne, d'une capacité de 30-40 milliards de m³ et passant par le Kazakhstan, la Russie et l'Ukraine. Et c'est finalement le 12 mai 2007, dans la ville portuaire de Turkmenbachi, que ce projet est adopté, par un accord entre le Turkménistan, l'Ouzbékistan, le Kazakhstan et la Russie prévoyant en plus la modernisation du gazoduc existant et des investissements russes dans l'exploitation de champs. Les détails de cet accord en seront précisés lors d'un sommet au Turkménistan en septembre 2007. L'intérêt de cet accroissement de capacité des gazoducs est grand pour le Turkménistan qui souffrira moins de la concurrence avec ses deux voisins exportateurs qui empruntent le même réseau d'évacuation pour fournir la Russie.

La Russie craint de voir le gaz turkmène lui échapper, ce qui l'obligerait à terme à investir dans ses propres gisements avant d'avoir épuisé ceux de ses proches voisins. Cette inquiétude devrait être apaisée avec cette dernière étape de l'avancée de Gazprom dans le secteur gazier turkmène. La progression de Gazprom au Turkménistan ne doit pas faire oublier que le Turkménistan a d'autres clients en dehors de la CEI qui sont l'Iran et, prochainement, la Chine.

L'Iran, un acheteur, hors CEI

Les exportations turkmènes vers l'Iran s'établissaient en 2005 à 5,8 milliards de m³ et devaient grimper jusqu'à 8 milliards de m³ en 2006. C'est par l'unique tube non contrôlé par la Russie, Korpedje-Kourt-Koui puis complété par le tronçon Artyk-Loftabad en 2000, que l'Iran reçoit ce gaz. Sa capacité est limitée à 13 milliards de m³ par an^[xiv] ou à 4 selon d'autres sources^[xv]. Il avait été mis en service en 1997, lorsque les livraisons vers la Russie avaient été suspendues suite au différend entre Achkhabad et Gazprom. Il avait constitué un premier signe de la volonté du Turkmenbachi de diversifier les voies d'acheminement de son gaz.

.... bientôt talonné par la Chine ?

Mais le plus gros client potentiel et concurrent de la Russie est la Chine où s'était rendu le Turkmenbachi, au printemps 2006. Les entretiens avaient porté sur des livraisons de gaz à la Chine et la construction d'un gazoduc reliant les deux pays. Les sources d'information russophones divergent quant à la signature en bonne et due forme d'un accord pour ces livraisons. Selon l'une d'elles, un Accord général aurait été conclu pour la fourniture de 30 milliards de m³ par an (soit presque la moitié de la production annuelle du Turkménistan), la construction d'un gazoduc à partir de 2009 et la prospection de champs le long de l'Amou Daria par des entreprises chinoises.

D'autres sources affirment en revanche que le tracé du gazoduc n'a pas été défini et qu'aucun contrat de vente de gaz n'a été signé. D'après ces mêmes sources, l'Accord général prévoyait que ces questions auraient dû être réglées avant le 31 décembre 2006. Du reste, la semaine précédant la disparition de S. Niazov, le président kazakhe, Noursoultan Nazarbaev était à Pékin pour évoquer le tracé de deux gazoducs destinés à alimenter la Chine en gaz d'Asie centrale, l'un d'eux étant le gazoduc Turkménistan-Chine, traversant le Kazakhstan. Ce projet pourrait néanmoins aboutir puisque du côté chinois, le projet de construction de tube acheminant le gaz des gisements de la rive droite de l'Amou-Daria à la province du Guandong est confirmé et que le président turkmène aurait annoncé lors d'une réunion de son gouvernement au mois d'avril 2007 qu'il comptait parmi les priorités du pays. Et si la Russie redoute une diminution de ses approvisionnements en provenance du Turkménistan au profit de la Chine, cette dernière se pose les mêmes questions face au quasi monopole russe des exportations de l'or bleu turkmène.

Les autres projets de tubes : des tentatives d'évitement de la Russie



A l'automne 2006, S. Niazov annonçait l'étude de quatre projets d'évacuation du gaz, le premier, alimentant la Chine via le Kazakhstan, ayant été évoqué plus haut, un deuxième, très hypothétique, étant l'approvisionnement des Emirats Arabes Unis, par un tube traversant l'Afghanistan et le Pakistan.

La réalisation d'une typologie des projets de tubes en Asie centrale se heurte non pas tant à un manque de sources qu'à une imprécision des dénominations des tubes. Cette imprécision peut donner un décompte supérieur à la réalité. Ainsi l'attribution du nom « Nabucco » à la partie plus orientale du réseau Asie centrale-Azerbaïdjan-Géorgie-Turquie-Autriche induit en erreur puisque cette partie orientale est en fait le Transcaspien qu'il convient de ne pas comptabiliser deux fois... En effet selon l'UE, le gazoduc transcaspéen doit devenir un prolongement naturel

du tandem gazier Nabucco (Turquie-Autriche) - BTE (Bakou-Tbilissi-Erzeroum) et pour lequel S. Niazov avait promis 15 milliards de m³ en décembre 2006.

Le troisième projet d'évacuation est donc le « Transcaspien » allant des champs du Turkménistan en Turquie via la mer Caspienne, l'Azerbaïdjan et la Géorgie. Le consortium formé par Mott McDonald (Grande Bretagne), Kantor Management Consultants (Grèce), KLC Law Firm (Grèce) et de ASPI Consulting Engineers (Azerbaïdjan) est chargé d'une étude de faisabilité technique et juridique du projet dans le cadre du programme INOGATE (Interstate Oil and Gas Transport to Europe, essentiellement financé par le programme de coopération régionale TACIS de l'Union européenne). Les membres du consortium avaient rendu visite, au mois de mars 2007, à G. Berdymoukhammedov. Ce dernier s'était aussi entretenu de ce projet avec ses visiteurs américains, turcs, européens, et représentants de l'OSCE et de l'OTAN, empressés de rencontrer le tout nouveau président turkmène, au début de l'année 2007.

Le Transcaspien qui passerait sous la mer Caspienne et permettrait l'approvisionnement de l'UE, a une connotation politique particulièrement forte et ce, à plusieurs titres. Sa réalisation n'est en effet possible que si d'une part, elle reçoit le soutien de la Géorgie, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan et la Turquie et si d'autre part, l'Iran, concerné par la question du statut de la Caspienne, ne s'en sert pas comme levier de négociation dans la question de son industrie nucléaire. Le sommet du 12 mai 2007 auquel participait également le président kazakhe, Noursoultan Nazarbaev, a été l'occasion pour la partie russe de réaffirmer son opposition au Transcaspien dont il était aussi question au Forum de l'énergie qui se tenait, au même moment, en Pologne. En déclinant l'invitation de se rendre au Forum de l'énergie, le président du Kazakhstan a indiqué sa préférence pour le projet russe au détriment du Transcaspien. Si le ministre russe Viktor Khristenko n'a eu de cesse de répéter que ce projet n'existe pas, le président turkmène G. Berdymoukhammedov, lui, ne semblait pas si péremptoire, déclarant que « dans le monde entier, les réseaux d'exportation du gaz sont en train de se diversifier », et que le projet du Transcaspien demeurait par conséquent à l'ordre du jour.

Le quatrième est le tube Turkménistan-Afghanistan-Pakistan, appelé encore « Transafghan » ou « grand tube asiatique ». Régulièrement évoqué depuis le début des années 1990, il a connu une longue série de péripéties mettant en jeu les sociétés argentine Bridas et américaine Unocal qui s'est retirée du projet en 1998. Un accord cadre avait été signé en décembre 2003 entre S. Niazov, H. Karzaï et Pervez Musharraf ; puis l'idée a été relancée lors de la Conférence intitulée « Coopération énergétique en Asie », à Dehli en novembre 2006 et de nouveau par le président H. Karsaï lors du 14^{ème} sommet de la SAARK (South Asian Association for Regional Cooperation), à Dehli en avril 2007. Ce tube d'une longueur de 1 680 km, d'une capacité de 30 milliards de m³ par an et d'un coût de 3,3 milliards de dollars, serait alimenté par les gisements de Iachlar et Iolotan. L'étude de faisabilité, réalisée par la société d'ingénierie britannique Penspen, prévoit un tracé partant de Dovletabad jusqu'à la ville pakistanaise de Moulton et enfin la frontière indo-pakistanaise. La diversification des voies d'exportation du gaz turkmène vers l'Afghanistan, évitant l'Iran, est, bien sûr, soutenue par les Etats-Unis, mais les chances de voir ce tube construit sont minces. Outre la situation afghane instable qui ne rend pas ce projet réalisable à court terme, son intérêt économique a par ailleurs été mis en cause par le Pakistan, en juin 2006[xvi].

Il est temps pour l'Europe, et la France en particulier, de suivre de près l'évolution de ce pays qui après avoir longtemps joué la carte de l'isolationnisme, se prépare à s'ouvrir, comme il

vient de le montrer au mois de mai 2007 en se tournant vers la Russie et le Kazakhstan avec l'approbation de la construction d'un second gazoduc le long de la mer Caspienne et une série d'accords dans le domaine des transports avec Astana. Car cet intérêt pour ses voisins de la CEI ne signifie pas pour autant qu'Achkhabad dédaignera d'autres coopérations, à condition, toutefois, que les propositions ne soient pas assorties d'exigences de démocratisation du régime politique turkmène.

De plus, le secteur gazier n'est pas le seul auquel pourraient s'intéresser les entreprises européennes car G. Berdymoukhammedov n'ignore pas les dangers de la dépendance croissante d'une économie vis-à-vis des exportations d'hydrocarbures : les symptômes de mauvaise santé d'un Etat-pétrolier sont déjà bien présents et il devra oser la diversification de l'économie : les revenus des exportations gazières permettent de retarder les réformes économiques, mais jusqu'à quand ?

Copyright 20 septembre 2007-Rousselot / www.diploweb.com

Notes

[i] Nicolas SARKIS GAZ NATUREL : LA GRANDE ILLUSION, Politique Internationale, n° 111, printemps 2006

[ii] M.B. Olcott, International gas trade in central Asia : Turkmenistan, Iran, Russia and Afghanistan, mai 2004, geopolitics of gaz working paper series, James Baker III Institute for public policy energy forum

[iii] Caroline Kim, Turkménistan : l'heure du dégel, Politique internationale, n° 115, printemps 2007

[iv] Neïtralnii Turkmenistan, 3 mai 2007

[v] Deutsche Welle, 25 mars 2007

[vi] Eurasianet.org, 21 mars 2007

[vii] www.mineral.ru/Chapters/News/16338.html, janvier 2005

[viii] Site de la Documentation française

[ix] Courrier des pays de l'Est, n° 1027

[x] Regnum, 7 janvier 2006

[xi] Regnum, 14 septembre 2006

[xii] Rapport de Global witness « it's a gas Funny business in the Turkmen-Ukraine Gaz Trade », avril 2006

[xiii] The Rise of the Post-Soviet Petro-States : Energy Exports and Domestic Governance in Turkmenistan and Kazakhstan, In the Tracks of Tamerlane : Central Asia's Path to the 21st Century eds. Burghart, Dan & Sabonis-Helf, Theresa, Washington, D.C. : National Defense

University, Center for Technology and National Security Policy, 2004

[xiv] Neftegazovaïa vertikal, n°1, 2006

[xv] A.Huet, Courrier des Pays de l'Est, n°1027

[xvi] Central's Asia Enerfy risks, Crisis group Report, n°133, 24 mai 2007

P.-S.

Responsable « Asie Centrale » au Comité de rédaction de la revue en ligne Regard sur l'Est
www.regard-est.com